



ARRÊTÉ N° 2024 - 126 AM

**portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
des véhicules terrestres à moteur
en agglomération**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LE PORT

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre la Commune, le Département, la Région et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement ;

VU le code de la route, notamment ses articles L.325-1 et suivants, R.411-1 à R.411-8 et R.417-10 relatifs aux immobilisations et mises en fourrière ;

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L.115-1, L.141-10 et L.141-11 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules et modifiant le code de la route en partie réglementaire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} partie-signalisation temporaire-approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de la voirie communale de Le Port approuvé le 9 décembre 2021 ;

VU l'arrêté n° 2024- 125 AM du 14 janvier 2024 portant autorisation de voirie au profit de la société LACROIX OCÉAN INDIEN;

VU la demande d'arrêté de circulation sur le domaine public de la Ville de Le Port émise par la société NEW COM le 1^{er} décembre 2023 ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures de sécurité dans le cadre des travaux de fouille pour la pose de panneaux directionnels sur plusieurs voies de la commune de Le Port ;

CONSIDERANT la nécessité d'édicter une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement sur le lieu et aux abords du chantier afin de prévenir les risques et assurer la sécurité des usagers ;

A R R Ê T E

Article 1 : Dans le cadre des interventions de la société LACROIX OCÉAN INDIEN qui se dérouleront du 17 janvier 2024 au 29 février 2024 de 7h00 à 17h00, la réglementation suivante s'appliquera sur :

- les rues Jacques Duclos, Auguste Rodin, Faraday, Roland Hoareau et Léon de Lépervanche, les avenues Pasteur, Georges Politzer, Raymond Mondon, Monseigneur Romero, de la Commune de Paris, Rico Carpaye et du 20 Décembre 1848, les boulevards de la Marine et des

Mascareignes, les allées Nehru et Mahatma Gandhi, les ronds-points du Sacré Cœur, de la Rose des Vents et des Danseuses, les Routes du Sacré Cœur et du Cœur Saignant :

- la circulation de tous types de véhicules routiers motorisés se fera par alternat manuel ;
- la vitesse sera limitée à 30 km/h sur les voies concernées et adjacentes ;
- la circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;
- les usagers devront se conformer à la signalisation mise en place par la société LACROIX OCÉAN INDIEN, responsable des travaux.

Article 2 : Dans le cadre de la mise en place de la signalisation, la société LACROIX OCÉAN INDIEN veillera à sécuriser le cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite pendant toute la durée des travaux.

Article 3 : En dehors des interventions susmentionnées, la réglementation usuelle relative à la circulation et au stationnement s'applique.

Article 4 : Tous les agents de la force publique, dûment habilités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer les présentes dispositions. Les véhicules en infraction pourront si nécessaire être mis en fourrière.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché sur les sites concernés et publié sous forme électronique sur le site internet de la commune (www.ville-port.re) dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et en effectuer le téléchargement.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services par intérim, Monsieur le chef de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire de Police Nationale de Le Port et Monsieur le Directeur de la société LACROIX OCÉAN INDIEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le délai de recours contre le présent arrêté auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis est de deux mois à compter de sa publication.



Le Port, le

17 JAN. 2024

LE MAIRE

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale Adjointe des Services

Marietta DENNEMONT